
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 57

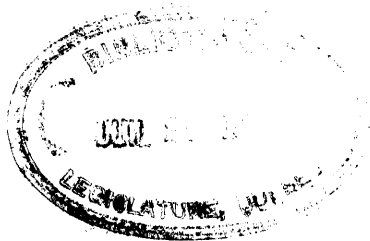
Bill No. 57

Loi sur le Conseil de sécurité publique
et le service de police de la Commu-
nauté urbaine de Montréal

An Act respecting the Public Security
Council and the Police Department of
the Montreal Urban Community

Première lecture

First reading



M. BÉDARD

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1 9 7 7

Projet de loi n° 57

Loi sur le Conseil de sécurité publique
et le service de police de la Commu-
nauté urbaine de Montréal

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-
ment de l'Assemblée nationale du
Québec, décrète ce qui suit:

1. Les sections VIII et VIIIA de la
Loi de la Communauté urbaine de Mont-
réal (1969, chapitre 84) sont remplacées
par ce qui suit:

« SECTION VIII

« CONSEIL DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

« **196.** Une commission de la Com-
munauté urbaine est constituée sous le
nom de « Conseil de sécurité publique de
la Communauté urbaine de Montréal ».

« **197.** Le Conseil de sécurité n'a pas
de personnalité civile distincte de celle
de la Communauté.

« **198.** Le Conseil de sécurité se
compose de sept membres dont un pré-
sident.

« **199.** Le Conseil nomme six des
membres du Conseil de sécurité de la

Bill No. 57

An Act respecting the Public Security
Council and the Police Department of
the Montreal Urban Community

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the National Assembly of
Québec, enacts as follows:

1. Divisions VIII and VIIIA of the
Montreal Urban Community Act (1969,
chapter 84) are replaced by the follow-
ing:

“DIVISION VIII

“PUBLIC SECURITY COUNCIL

“**196.** A committee of the Urban
Community is constituted under the
name of the “Public Security Council
of the Montreal Urban Community”.

“**197.** The Security Council shall
not have a civil personality distinct from
that of the Community.

“**198.** The Security Council shall
consist of seven members including a
chairman.

“**199.** The Council shall appoint six
of the members of the Security Council

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi a pour but de modifier la composition, l'organisation et les fonctions du Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal et de modifier également l'organisation et les fonctions du service de police de la Communauté et les fonctions du directeur de ce service.

L'article 1 remplace les sections VIII et VIIIA de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal concernant respectivement le Conseil de sécurité publique et le service de police.

Les articles 2 à 5 sont de concordance.

Les articles 6 à 9 ont pour but de reconnaître une entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal et de lui donner effet.

Les articles 10 à 12 sont transitoires.

EXPLANATORY NOTES

The object of this bill is to alter the composition, organization and functions of the Montreal Urban Community Public Security Council and to modify, as well, the organization and duties of the Community Police Department, and the duties of its director.

Section 1 replaces Divisions VIII and VIIIA of the Montreal Urban Community Act, dealing, respectively, with the Public Security Council and the Police Department.

Sections 2 to 5 are concordance provisions.

Sections 6 to 9 are designed to recognize and give effect to an agreement between the City of Montreal and the Montreal Police Benevolent and Pension Society.

Sections 10 to 12 contain transitional provisions.

manière suivante: le maire et les conseillers de la Ville de Montréal désignent parmi eux trois personnes dont l'une est en même temps membre du comité exécutif; les délégués des municipalités autres que la Ville de Montréal désignent parmi eux trois autres personnes dont l'une est en même temps membre du comité exécutif.

Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le septième membre parmi des personnes autres que celles mentionnées au premier alinéa.

«**200.** Un policier en fonction dans une municipalité ne peut être membre du Conseil de sécurité.

«**201.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le président du Conseil de sécurité parmi les membres.

«**202.** Le président du Conseil de sécurité est nommé pour une période n'excédant pas trois ans.

Son mandat peut être renouvelé une seule fois.

«**203.** Le mandat des membres du Conseil de sécurité autres que le président est de trois ans et il peut être renouvelé.

«**204.** Un membre du Conseil de sécurité nommé par le Conseil devient inhabile à agir s'il cesse d'être membre du Conseil ou, s'il a été nommé en tant que membre du comité exécutif, s'il cesse d'être membre de ce comité.

Le Conseil nomme, suivant l'article 199, une autre personne pour terminer le mandat du membre qui devient inhabile; si ce dernier est le président du

in the following manner: the mayor and the councillors of the City of Montreal shall appoint from amongst themselves three persons one of whom is at the same time a member of the executive committee; the delegates of the municipalities other than the City of Montreal shall appoint from amongst themselves three other persons one of whom is at the same time a member of the executive committee.

The Lieutenant-Governor in Council shall appoint the seventh member from amongst persons other than those mentioned in the first paragraph.

“**200.** A policeman in office in a municipality shall not be a member of the Security Council.

“**201.** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint the chairman of the Security Council from amongst the members.

“**202.** The chairman of the Security Council shall be appointed for a period not exceeding three years.

His term of office may be renewed only once.

“**203.** The term of office of the members of the Security Council other than the chairman is three years, and it may be renewed.

“**204.** A member of the Security Council appointed by the Council becomes disqualified to act if he ceases to be a member of the Council or, if he was appointed in his capacity as member of the executive committee, if he ceases to be a member of such committee.

The Council shall, according to section 199, appoint another person to complete the term of the member becoming disqualified; if the latter is

Conseil de sécurité, le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un autre président pour terminer le mandat du président qu'il remplace.

«**205.** Les membres du Conseil de sécurité demeurent en fonction, malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

«**206.** Un membre du Conseil de sécurité est réputé avoir démissionné s'il fait défaut d'assister à trois séances consécutives du Conseil de sécurité à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il considère que le membre a des motifs suffisants, ne relève ce dernier de son défaut.

«**207.** Le Conseil fixe le traitement et les autres conditions de travail des membres du Conseil de sécurité nommés suivant le premier alinéa de l'article 199.

Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement et les autres conditions de travail du membre du Conseil de sécurité nommé suivant le deuxième alinéa de l'article 199 ainsi que le traitement additionnel du président.

«**208.** Le Conseil de sécurité se réunit aussi souvent que nécessaire pour l'exécution de ses fonctions.

«**209.** Les décisions du Conseil de sécurité sont prises à la majorité des voix. En cas d'égalité des voix, le président a voix prépondérante.

«**210.** En cas d'absence temporaire ou d'incapacité temporaire d'agir du président, le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un autre membre pour exercer temporairement les fonctions du président.

the chairman of the Security Council, the Lieutenant-Governor in Council shall appoint another chairman to complete the term of the chairman he replaces.

“**205.** The members of the Security Council shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until they are reappointed or replaced.

“**206.** A member of the Security Council is deemed to have resigned if he fails to attend three consecutive meetings of the Security Council, unless the Lieutenant-Governor in Council, if he considers that the member has sufficient reason, releases him from his default.

“**207.** The Council shall fix the salary and the other conditions of employment of the members of the Security Council appointed under the first paragraph of section 199.

The Lieutenant-Governor in Council shall fix the salary and the other conditions of employment of the member of the Security Council appointed under the second paragraph of section 199, and the additional salary of the chairman.

“**208.** The Security Council shall meet as often as necessary for the carrying out of its functions.

“**209.** The decisions of the Security Council shall be taken by majority vote. In the case of a tie-vote, the chairman shall have a casting vote.

“**210.** If the chairman is temporarily absent or temporarily unable to act, the Lieutenant-Governor in Council shall designate another member to temporarily exercise the functions of the chairman.

En cas de destitution, décès, démission ou incapacité permanente d'agir du président ou d'un autre membre du Conseil de sécurité, leur remplacement s'effectue de la manière prévue par les articles 199 ou 201, selon le cas.

«**211.** Le Conseil de sécurité nomme un secrétaire et le personnel nécessaire à l'exécution de ses fonctions.

Le Conseil de sécurité fixe les normes d'embauche et les conditions de travail applicables au secrétaire et aux membres de son personnel. Ces personnes sont toutefois réputées être des fonctionnaires et employés de la Communauté.

Le Conseil de sécurité peut, en outre, s'adjoindre d'autres personnes à titre de conseillers.

«**212.** Le Conseil de sécurité est chargé de déterminer les objectifs du service de police.

Il est aussi chargé de recevoir les commentaires ou les représentations de toute personne à l'égard de la sécurité publique sur le territoire de la Communauté ou à l'égard de l'administration du service de police et de procéder aux consultations qu'il juge appropriées.

«**213.** Le Conseil de sécurité doit notamment:

a) examiner le budget du service de police et le soumettre, avec ou sans modifications, et accompagné de ses recommandations, au secrétaire de la Communauté pour approbation par le Conseil;

b) déterminer le montant des dépenses du service de police au-delà duquel son approbation est requise pour que la dépense puisse être faite;

c) communiquer aux municipalités, au comité exécutif et au Conseil, sur

If the chairman or another member of the Security Council is dismissed, dies, resigns or becomes permanently unable to act, he shall be replaced in the manner provided in section 199 or 201, as the case may be.

“**211.** The Security Council shall appoint a secretary and the personnel necessary for the carrying out of its functions.

The Security Council shall fix the hiring standards and the conditions of employment applicable in regard to the secretary and members of its personnel. Such persons shall, however, be deemed functionaries and employees of the Community.

The Security Council may, in addition, appoint other persons as advisers. Department.

“**212.** It is the duty of the Security Council to fix the objectives of the Police Department.

It is its further duty to receive the comments or representations of any person in respect of public security within the territory of the Community or in respect of the administration of the Police Department, and to proceed with such consultations as it deems expedient.

“**213.** The Security Council shall in particular:

(a) examine the budget of the Police Department and submit it, with or without amendment, together with its recommendations, to the secretary of the Community for approval by the Council;

(b) determine the amount above which its approval is required for an expenditure by the Police Department;

(c) communicate to the municipalities, the executive committee and the

demande, l'information relative aux dépenses du service de police;

d) déterminer le nombre de policiers et de fonctionnaires du service de police;

e) approuver les normes d'embauche du personnel du service de police que lui soumet le directeur;

f) déterminer les conditions de travail des policiers qui ne sont pas des salariés au sens du Code du travail;

g) s'assurer que le service de police a tout l'équipement requis pour l'exercice de ses fonctions.

«**214.** Le Conseil de sécurité statue, en matière disciplinaire, sur recommandation du directeur, à l'égard des policiers qui ne sont pas des salariés au sens du Code du travail, sous réserve du droit d'appel prévu par l'article 63 de la Loi de police (1968, chapitre 17).

«**215.** Les membres et le secrétaire du Conseil de sécurité ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exécution de leurs fonctions.

«**216.** Sauf s'il est autorisé par le procureur général, un recours prévu par les articles 33 ou 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé, ni une injonction accordée contre le Conseil de sécurité, ses membres ou le secrétaire agissant en leur qualité officielle ou contre la Communauté en raison des actes du Conseil de sécurité, de ses membres ou du secrétaire agissant en leur qualité officielle.

«**217.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement un bref, une ordonnance ou une

Council, on demand, any information respecting the expenses of the Police Department;

(d) determine the number of policemen and functionaries in the Police Department;

(e) approve the hiring standards applicable in regard to personnel of the Police Department submitted to it by the director;

(f) determine the conditions of employment applicable in regard to policemen who are not employees within the meaning of the Labour Code;

(g) see that the Police Department has all the equipment required for the discharge of its duties.

«**214.** In the matter of discipline, the Security Council shall, on the recommendation of the director, decide in respect of policemen who are not employees within the meaning of the Labour Code, subject to their right of appeal under section 63 of the Police Act (1968, chapter 17).

«**215.** The members and the secretary of the Security Council cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions.

«**216.** Unless authorized by the Attorney General, no recourse provided in articles 33 or 834 to 850 of the Code of Civil Procedure may be exercised nor any injunction granted against the Security Council, its members or the secretary acting in their official capacities, or against the Community, by reason of acts done by the Security Council, its members or the secretary acting in their official capacities.

«**217.** Two judges of the Court of Appeal, upon a motion, may summarily annul any writ, order or injunction

injonction délivré ou accordé à l'encontre de l'article 216.

«**218.** Malgré l'article 247, le Conseil de sécurité dresse son budget chaque année pour le prochain exercice financier et le dépose chez le secrétaire de la Communauté avec son rapport annuel, avant le 1^{er} octobre.

Il dépose en même temps le budget du service de police.

«**219.** La Communauté peut, par règlement, sur rapport du Conseil de sécurité:

1° décréter qu'un exemplaire de toutes les ententes d'assistance entre les municipalités de son territoire relativement aux incendies doit être déposé auprès du Conseil de sécurité;

2° autoriser le Conseil de sécurité et la personne désignée par la Communauté sur rapport du Conseil de sécurité comme directeur des incendies de la Communauté, dans les cas d'urgence où la chose est jugée nécessaire pour la sécurité des personnes ou des biens dans une municipalité, à donner aux pompiers de toute municipalité l'ordre de faire tout ce que le Conseil de sécurité ou le directeur des incendies de la Communauté juge nécessaire dans les circonstances. Ce règlement doit prescrire que le Conseil de sécurité ou le directeur du service des incendies de la communauté s'adresse dans ce cas d'abord aux pompiers des municipalités qui ont avec la municipalité où les services de ces personnes sont nécessaires, une entente d'assistance, et ne s'adresse aux pompiers d'une autre municipalité que dans le cas où cette décision est jugée indispensable à la protection des personnes et des biens dans les circonstances ci-dessus;

3° établir et modifier les tarifs pour le paiement d'une compensation raisonnable par la municipalité où les services

issued or granted contrary to section 216.

«**218.** Notwithstanding section 247, the Security Council shall draw up its budget each year for the ensuing fiscal year and file it with the secretary of the Community, together with its annual report, before 1 October.

At the same time, it shall file the budget of the Police Department.

«**219.** The Community may, by by-law, upon a report of the Security Council:

(1) prescribe that one copy of every mutual aid agreement among the municipalities in its territory respecting fires must be deposited with the Security Council;

(2) authorize the Security Council and the person appointed by the Community upon a report by the Security Council as fire chief of the Community, in cases of urgency where it is deemed necessary for the security of persons or property in a municipality, to give to the firemen of any municipality the order to do whatever the Security Council or the fire chief of the Community deems necessary under the circumstances. Such by-law must prescribe that in such case the Security Council or the fire chief of the Community shall first call upon the firemen of the municipalities which have a mutual aid agreement with the municipality where the services of such persons are required, and shall not call upon the firemen of another municipality except in cases where such decision is deemed indispensable for the protection of persons and property under the abovementioned circumstances;

(3) establish and amend tariffs for payment of a reasonable compensation, by the municipality in which the ser-

prévus au paragraphe 2° sont rendus, à la municipalité dont les employés ont rendu ces services.

Ces tarifs entrent en vigueur après leur approbation par la Commission municipale du Québec et ne s'appliquent qu'en l'absence d'entente entre les municipalités pour régler cette question;

4° établir un réseau intégré de communications entre les divers services d'incendie des municipalités, soit séparément, soit conjointement avec le réseau de communications des services de police, et prescrire les équipements de communications qui doivent être utilisés par les services d'incendie des municipalités;

5° acquérir, entretenir et mettre à la disposition des municipalités les équipements et services spéciaux que le Conseil de sécurité peut recommander dans le domaine de la lutte contre les incendies et autres sinistres.

«**220.** Les deniers requis pour l'application de la présente section, sauf ceux concernant l'article 219, sont payés à même le budget du Conseil de sécurité.»

«SECTION VIIIA

«SERVICE DE POLICE DE LA COMMUNAUTÉ

«**221.** Un service de la Communauté est institué sous le nom de «service de police de la Communauté urbaine de Montréal».

«**222.** Le service de police est chargé, sous l'autorité du directeur et dans le territoire de la Communauté:

a) de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique;

b) de prévenir le crime et les infractions, d'en rechercher les auteurs et de les citer en justice; et

vices contemplated in paragraph 2 are rendered, to the municipality whose employees have rendered such services.

Such tariffs shall come into force upon approval by the Québec Municipal Commission and shall only apply where there is no agreement among the municipalities to settle such matter;

(4) establish an integrated communications network between the various fire departments of the municipalities, either separately or jointly with the communications network of the police departments, and prescribe what communications equipment is to be used by the fire departments of the municipalities;

(5) acquire, maintain and make available to the municipalities such special equipment and services as the Security Council may recommend for fighting fires and other disasters.

“**220.** The moneys required for the application of this division, except those concerning the application of section 219, shall be paid out of the budget of the Security Council.

“DIVISION VIIIA

“COMMUNITY POLICE DEPARTMENT

“**221.** A department of the Community is created under the name of the “Montreal Urban Community Police Department”.

“**222.** The Police Department, under the authority of the director and in the territory of the Community, shall

(a) maintain peace, order and public safety;

(b) prevent crime and offences, seek out offenders, and summon them before the courts; and

c) de veiller à l'application des lois en vigueur au Québec ainsi que des règlements, résolutions et ordonnances de la Communauté et des municipalités.

«**223.** Le service de police se compose du directeur, des policiers ainsi que des autres fonctionnaires et employés nécessaires.

Les membres du personnel du service de police exercent leurs fonctions sous l'autorité du directeur.

«**224.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le directeur sur la recommandation du ministre de la justice lequel consulte préalablement le comité exécutif et le Conseil de sécurité.

Le directeur entre en fonction à la date fixée par l'acte de nomination lequel est publié dans la *Gazette officielle du Québec* par les soins du ministre de la justice.

«**225.** Le directeur est nommé pour une période n'excédant pas cinq ans; son mandat peut être renouvelé.

Malgré l'expiration de son mandat, le directeur demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

«**226.** Malgré les articles 93, 94 et 95, le lieutenant-gouverneur en conseil ne peut destituer le directeur que sur la recommandation du ministre de la justice lequel doit préalablement prendre avis du Conseil de sécurité qui, à cette fin, doit tenir une enquête et une audition.

«**227.** En cas de destitution, décès, démission ou incapacité permanente d'agir du directeur, son remplacement s'effectue de la manière prévue par l'article 224.

(c) see to the application of the laws in force in the province of Québec, and of the by-laws, resolutions and orders of the Community and of the municipalities.

“**223.** The Police Department consists of the director, the policemen and such other functionaries and employees as necessary.

The members of the personnel shall discharge their duties under the authority of the director.

“**224.** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint the director on the recommendation of the Minister of Justice, who shall previously consult with the executive committee and the Security Council.

The director shall assume office on the date specified in the notice of appointment, which shall be published in the *Gazette officielle du Québec* through the Minister of Justice.

“**225.** The director shall be appointed for a term not exceeding five years; his term may be renewed.

Notwithstanding that his term has ended, the director shall remain in office until he is reappointed or replaced.

“**226.** Notwithstanding sections 93, 94 and 95, the Lieutenant-Governor in Council shall not dismiss the director except on the recommendation of the Minister of Justice, who shall previously consult with the Security Council, which, for that purpose, shall hold an inquiry and hearing.

“**227.** If the director is dismissed, dies, resigns or becomes permanently unable to act, he shall be replaced in the manner provided in section 224.

En cas d'absence temporaire ou d'incapacité temporaire d'agir du directeur, le Conseil de sécurité désigne une personne pour exercer temporairement les fonctions du directeur.

If the director is temporarily absent or temporarily unable to act, the Security Council shall designate a person to temporarily exercise the functions of the director.

«**228.** Avant d'entrer en fonction, le directeur prête les serments prévus par les annexes A et B de la Loi de police devant le président du Conseil de sécurité, et un policier du service de police devant le directeur.

“**228.** Before assuming office, the director shall make the oaths prescribed in Schedules A and B of the Police Act before the chairman of the Security Council, and a policeman of the Police Department, before the director.

«**229.** Le directeur est chargé:

“**229.** The director shall:

a) de la direction, de l'administration et de l'organisation du service de police;

(a) direct, administer and organize the Police Department;

b) de l'embauche et de la gestion du personnel du service;

(b) hire and supervise the department staff;

c) de procurer au service de police, les armes, l'équipement, les vêtements et toute chose nécessaire à l'exécution des fonctions assumées par le service de police.

(c) procure, for the Police Department, the arms, equipment, clothing and other things necessary for the discharge of the duties assumed by the Police Department.

«**230.** Le directeur doit également:

“**230.** The director shall also:

a) soumettre au Conseil de sécurité à la période fixée par celui-ci, mais au moins à tous les deux mois, un rapport de ses activités et dépenses selon la forme et les modalités déterminées par le Conseil de sécurité;

(a) submit to the Security Council, at such times as it may fix but at least every other month, a report of its operations and expenses, in the form and on the terms and conditions determined by the Security Council;

b) fournir au Conseil de sécurité tout renseignement que celui-ci requiert;

(b) supply the Security Council with any information it may require;

c) soumettre au ministre de la justice tout rapport circonstancié sur les situations perturbatrices de l'ordre, de la paix et de la sécurité publique ou relativement à la situation de la criminalité.

(c) submit to the Minister of Justice every detailed report on conditions that are disturbing to order, peace and public safety, or on the crime situation.

«**231.** Le directeur prépare le budget annuel du service de police et le soumet pour examen au Conseil de sécurité, avant le premier septembre de chaque année.

“**231.** The director shall prepare the annual budget of the Police Department and submit it for inspection to the Security Council before 1 September each year.

Il est responsable de la gestion du budget du service, sous la surveillance du Conseil de sécurité.

He is responsible for management of the budget of the department under the supervision of the Security Council.

«**232.** Les policiers qui ne sont pas des salariés au sens du Code du travail demeurent en fonction durant bonne conduite et jusqu'à l'âge de la retraite déterminé par le Conseil de sécurité après consultation de l'association accréditée pour représenter les policiers et de l'association représentant les membres de l'état major.

“**232.** Policemen who are not employees within the meaning of the Labour Code shall remain in office during good behaviour until the retirement age fixed by the Security Council after consultation with the association certified to represent the policemen and the association representing the members of the superior staff.

Malgré les articles 93, 94 et 95, ils ne peuvent être destitués que par la Commission de police du Québec à la demande du Conseil de sécurité qui agit en ce cas sur la recommandation du directeur. La décision de la Commission est sans appel.

Notwithstanding sections 93, 94 and 95, they shall not be dismissed except by the Québec Police Commission at the request of the Security Council, which shall act in such case on the recommendation of the director. The decision of the Commission is final.

«**233.** Un comité de négociation, formé d'un membre du comité exécutif assisté d'un membre du Conseil de sécurité et d'un représentant du service de police, est institué pour négocier, sous l'autorité et au nom du comité exécutif, toute convention collective de travail et tout plan de retraite, régime de rente ou fonds de pension des policiers du service de police.

“**233.** A bargaining committee, consisting of a member of the executive committee assisted by a member of the Security Council and a representative of the Police Department, is established to negotiate, under the authority and in the name of the executive committee, every collective labour agreement and every retirement plan, pension plan or pension fund of the policemen of the Police Department.

Une décision du comité de négociation agissant dans le cadre du mandat qui lui est confié par le comité exécutif lie le Conseil.

Every decision of the bargaining committee acting within its mandate from the executive committee binds the Council.

«**234.** Les conditions de travail des policiers qui ne sont pas des salariés au sens du Code du travail, de même que leurs plan de retraite, régime de rentes ou fonds de pension sont établis suivant le paragraphe *f* de l'article 213.

“**234.** The conditions of employment of the policemen who are not employees within the meaning of the Labour Code, and their retirement plan, pension plan or pension fund, shall be established in accordance with paragraph *f* of section 213.

Les conditions de travail des autres policiers de même que leurs plan de retraite, régime de rentes ou fonds de pension sont établis suivant l'article 233 et soumis à l'approbation du Conseil.

The conditions of employment of the other policemen, and their retirement plan, pension plan or pension fund, shall be established in accordance with section 233 and submitted for approval to the Council.

«**235.** Les conditions de travail des fonctionnaires et employés qui ne sont pas des salariés au sens du Code du travail de même que leurs plan de retraite, régime de rentes ou fonds de pension sont établis par la Communauté, après consultation du Conseil de sécurité et du directeur.

“**235.** The conditions of employment of the functionaries and employees who are not employees within the meaning of the Labour Code, and their retirement plan, pension plan or pension fund, shall be established by the Community after consultation with the Security Council and the director.

«**236.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil de sécurité, adopter un règlement sur la déontologie et la discipline des policiers de la Communauté et visant à:

“**236.** The Lieutenant-Governor in Council may, on the recommendation of the Security Council, make a regulation on ethics and discipline for the policemen of the Community,

a) déterminer les devoirs des policiers, de même que les actes et omissions qui constituent des fautes disciplinaires;

(a) determining the duties of policemen, and determining the acts and failures to act that constitute breaches of discipline;

b) déterminer les occupations, activités ou emplois interdits aux policiers en raison de leur statut d'agents de la paix;

(b) determining the occupations, activities and employments forbidden to policemen on account of their status as peace officers;

c) constituer un comité d'examen des plaintes et en déterminer les pouvoirs, la composition et le mode de nomination des membres;

(c) establishing a committee to examine complaints, and determining its powers and composition, and the mode of appointment of its members;

d) constituer un comité de discipline et en déterminer les pouvoirs, la composition et le mode de nomination des membres;

(d) establishing a committee on discipline, and determining its powers and composition, and the mode of appointment of its members;

e) déterminer les règles de procédure et de preuve applicables en cas de poursuite disciplinaire contre un policier;

(e) determining the rules of procedure and evidence applicable in disciplinary proceedings against policemen;

f) déterminer les pouvoirs du directeur et des officiers du service de police en matière disciplinaire;

(f) determining the powers of the director and officers of the Police Department in the matter of discipline;

g) déterminer les sanctions disciplinaires, y compris la dégradation et la destitution, qui peuvent être imposées à un policier;

h) déterminer les conditions auxquelles une sanction disciplinaire imposée à un policier peut être levée;

i) abroger tout règlement ou résolution d'une municipalité de la Communauté relatif à la déontologie ou à la discipline policière;

j) réglementer toute autre matière relative au développement de la conscience professionnelle et à l'exercice de la fonction disciplinaire dans le service de police de la Communauté.

«**237.** Tout règlement adopté en vertu de l'article 236 entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est fixée.

«**238.** Les deniers requis pour l'application de la présente section sont payés par la Communauté à même le budget du service de police.»

2. L'article 247 de ladite loi, modifié par l'article 17 du chapitre 90, par l'article 11 du chapitre 93 des lois de 1971 et par l'article 20 du chapitre 82 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**247.** Le comité exécutif dresse le budget de la Communauté pour le prochain exercice financier en y incluant le budget du Conseil de sécurité publique préparé suivant l'article 218 ainsi que le budget du service de police préparé suivant l'article 231 mais tel que modifié, le cas échéant, par le Conseil de sécurité; le comité exécutif dépose le budget chez le secrétaire de la Communauté

(g) determining the disciplinary penalties, including demotion and dismissal, that may be imposed on policemen;

(h) determining the conditions under which a disciplinary penalty imposed on a policeman may be removed;

(i) repealing any by-law or resolution of a municipality of the Community respecting police ethics or discipline;

(j) regulating any other matter related to the development of professional conscience and to the exercise of disciplinary authority in the Community Police Department.

“**237.** Every by-law made under section 236 shall come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or any later date fixed therein.

“**238.** The moneys required for the carrying out of this division shall be paid by the Community out of the budget of the Police Department.”

2. Section 247 of the said act, amended by section 17 of chapter 90 and by section 11 of chapter 93 of the statutes of 1971, and by section 20 of chapter 82 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

“**247.** The executive committee shall draw up the budget of the Community for the ensuing fiscal year and include therein the budget of the Public Security Council prepared in accordance with section 218, and the budget of the Police Department prepared in accordance with section 231, but as amended, if necessary, by the Security Council; the executive committee shall

qui transmet à chaque municipalité et à chaque membre du Conseil, au plus tard le 15 octobre, une copie de ce budget, du rapport du Conseil de sécurité, des recommandations du Conseil de sécurité sur le budget du service de police, du budget de la Commission de transport ainsi que de toute recommandation du comité exécutif à ce sujet.»

3. L'article 248*e* de ladite loi, édicté par l'article 18 du chapitre 90 des lois de 1971, est abrogé.

4. L'article 251*a* de ladite loi, édicté par l'article 14 du chapitre 93 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

«**251*a*.** Malgré l'article 251, un virement de fonds n'est effectué dans le budget du Conseil de sécurité qu'à l'initiative de celui-ci et aucun virement de fonds ne peut être effectué dans le budget du service de police sans l'accord du Conseil de sécurité.

Un virement de fonds visé dans le premier alinéa requiert l'approbation du Conseil; celui-ci peut déléguer au comité exécutif, par règlement, l'approbation d'un virement de fonds en deçà d'un montant déterminé par ce règlement.»

5. L'article 352 de ladite loi est abrogé.

6. L'article 23*i* de la Loi constituant en corporation l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal (1892, chapitre 90), édicté par l'article 15 du chapitre 161 des lois de 1935, remplacé par l'article 9 du chapi-

file the budget with the secretary of the Community who, not later than 15 October, shall send, to each municipality and to each member of the Council, a copy of such budget, of the report of the Security Council, of the recommendations of the Security Council on the budget of the Police Department, of the budget of the Transit Commission and of all recommendations of the executive committee on the matter."

3. Section 248*e* of the said act, enacted by section 18 of chapter 90 of the statutes of 1971, is repealed.

4. Section 251*a* of the said act, enacted by section 14 of chapter 93 of the statutes of 1971, is replaced by the following:

“**251*a*.** Notwithstanding section 251, funds shall not be transferred within the budget of the Security Council except upon its own initiative, and funds shall not be transferred within the budget of the Police Department without the agreement of the Security Council.

A transfer of funds contemplated in the first paragraph must be approved by the Council, which may, by by-law, delegate to the executive committee the approval of any transfer of funds within the amount fixed by the by-law.”

5. Section 352 of the said act is repealed.

6. Section 23*i* of the Act to incorporate the Montreal Police Benevolent and Pension Society (1892, chapter 90), enacted by section 15 of chapter 161 of the statutes of 1935 and replaced by section 9 of chapter 128 of the statutes of

tre 128 des lois de 1954/1955 et par l'article 8 du chapitre 140 des lois de 1966/1967, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**23i.** La Ville de Montréal est autorisée à contribuer, à même ses revenus, au fonds de l'association les sommes requises annuellement pour satisfaire aux obligations qu'elle a contractées aux termes de l'acte intervenu entre elle et l'association le 22 juin 1977, et reçu par Me Jean-Paul Langlois, notaire à Montréal, sous le numéro 9053 des minutes de son répertoire.»

7. L'article 177 de la Charte de la Ville de Montréal (1959/1960, chapitre 102) est remplacé par le suivant:

«**177.** La ville est autorisée à contribuer, à même ses revenus, au fonds de l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal les sommes requises annuellement pour satisfaire à ses obligations aux termes de l'acte intervenu entre elle et cette association le 22 juin 1977, et reçu par Me Jean-Paul Langlois, notaire à Montréal, sous le numéro 9053 des minutes de son répertoire.»

8. L'article 177a de ladite charte, édicté par l'article 8 du chapitre 86 des lois de 1966/1967, est abrogé.

9. La Loi des régimes supplémentaires de rentes (1965, 1^{re} session, chapitre 25) et ses règlements continuent de s'appliquer au régime de rentes visé dans l'acte intervenu entre la Ville de Montréal et l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal le 22 juin 1977, et reçu par Me Jean-Paul Langlois, notaire à Montréal, sous le numéro 9053 des minutes de son répertoire, sous réserve des dispositions prévues à cet acte.

1954/1955 and by section 8 of chapter 140 of the statutes of 1966/1967, is again replaced by the following:

“**23i.** The City of Montreal may contribute, out of its revenue, towards the funds of the society, the sums required every year to meet the obligations it has contracted under the terms of the deed executed 22 June 1977 between the city and the society, before Jean-Paul Langlois, notary at Montreal, under number 9053 of his minutes.”

7. Section 177 of the Charter of the City of Montreal (1959/1960, chapter 102) is replaced by the following:

“**177.** The city may contribute, out of its revenue, towards the funds of the Montreal Police Benevolent and Pension Society, the sums required every year to meet its obligations under the terms of the deed executed 22 June 1977 between the city and the society, before Jean-Paul Langlois, notary at Montreal, under number 9053 of his minutes.”

8. Section 177a of the said charter, enacted by section 8 of chapter 86 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

9. The Supplemental Pension Plans Act (1965, 1st session, chapter 25) continues to apply to the pension plan contemplated in the deed executed between the City of Montreal and the Montreal Police Benevolent and Pension Society, 22 June 1977, before Jean-Paul Langlois, notary at Montreal, under number 9053 of his minutes, subject to the stipulations of that deed.

10. Pour l'application du paragraphe c de l'article 229 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, édicté par l'article 1 de la Loi sur le Conseil de sécurité publique et le service de police de la Communauté urbaine de Montréal (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*), le Conseil de sécurité de la Communauté urbaine de Montréal fournit au service de police de la Communauté, à la demande du directeur, les armes, l'équipement, les vêtements et toute chose nécessaire à l'exécution des fonctions assumées par ce service jusqu'à la création par le Conseil de la Communauté urbaine de Montréal d'un service des achats de la Communauté et selon que le décide le Conseil de sécurité.

11. Pour l'application de l'article 224 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, édicté par l'article 1 de la Loi sur le Conseil de sécurité publique et le service de police de la Communauté urbaine de Montréal (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*), si le Conseil de sécurité n'est pas formé lors de la procédure de nomination du directeur, le ministre de la justice consulte d'une part, les membres du comité exécutif de la Ville de Montréal et d'autre part, les cinq autres membres du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal.

12. Dès l'entrée en vigueur de l'article 199 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, édicté par l'article 1 de la Loi sur le Conseil de sécurité publique et le service de police de la communauté urbaine de Montréal (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*), les membres du Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal en fonction à cette date cessent d'être membres

10. For the application of paragraph c of section 229 of the Montreal Urban Community Act, enacted by section 1 of the Act respecting the Public Security Council and the Police Department of the Montreal Urban Community (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 57*), the Security Council of the Montreal Urban Community shall supply the Police Department of the Community, at the request of the director, all the arms, equipment, clothing and other things necessary for the discharge of the duties assumed by the department until a Community purchasing department is established by the Council of the Montreal Urban Community, and as the Security Council may decide.

11. For the application of section 224 of the Montreal Urban Community Act, enacted by section 1 of the Act respecting the Public Security Council and the Police Department of the Montreal Urban Community (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 57*), if the Security Council is not yet created when a director is being appointed, the Minister of Justice shall consult, on the one hand, the members of the executive committee representing the City of Montreal, and, on the other hand, the five other members of the executive committee, of the Montreal Urban Community.

12. Upon the coming into force of section 199 of the Montreal Urban Community Act, enacted by section 1 of the Act respecting the Public Security Council and the Police Department of the Montreal Urban Community (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 57*), the members of the Public Security Council of the Montreal Urban Community in office on that date shall cease to be members of that council

de ce conseil et il est procédé à la nomination des membres du Conseil de sécurité publique suivant l'article 199 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, édicté par l'article 1 de la Loi sur le Conseil de sécurité publique et le service de police de la communauté urbaine de Montréal (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 57*), dans le mois qui suit.

13. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par toute autre proclamation du gouvernement.

and the members of the Public Security Council shall be appointed in accordance with section 199 of the Montreal Urban Community Act, enacted by section 1 of the Act respecting the Public Security Council and the Police Department of the Montreal Urban Community (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 57*), within one month thereafter.

13. This act will come into force on the date fixed by proclamation of the Government, except the provisions excluded by that proclamation, which will come into force on any later date that may be fixed by any other proclamation of the Government.